

gouvernement des Etats-Unis a prises et prend en ce moment ont un sens et une portée considérables. Au Canada également, on continuera de prendre toutes les mesures qu'exige notre sécurité. Nous entendons augmenter immédiatement nos préparatifs et nos crédits de défense. Nous sommes aussi à étudier les nouvelles mesures d'assistance que notre pays pourrait consentir aux pays qui nous sont associés par le Pacte de l'Atlantique.

Il est possible que nous ayons à prendre de graves décisions, mais il est réconfortant de songer que le Gouvernement jouit de l'appui à peu près unanime de l'opinion publique canadienne dans la décision qu'il a prise de jouer son rôle dans la résistance à l'agression et le rétablissement de la paix.

A la suite de cette déclaration, l'escadrille de transport 426 du C.A.R.C. quitta sa base de Dorval (Montréal) le 25 juillet pour aller renforcer le pont aérien du Pacifique. Tandis que d'autres offres d'assistance étaient formulées et que, notamment, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Turquie et la Thaïlande s'offraient à fournir des effectifs terrestres, le Conseil de sécurité se réunit les 25 et 28 juillet pour examiner le premier rapport adressé au Conseil par le général MacArthur sur les opérations de Corée. C'est au moment où se poursuivait l'étude de ce rapport que l'U.R.S.S. annonça, le 27 juillet, son intention de reprendre son siège au Conseil de sécurité. Juillet se termina sur une note d'incertitude quant à la signification de cet important revirement de politique.